

AFFIRMANT QUE L'ÉCOLE EST DEVENUE «UNE MACHINE À BACHOTAGE»

Benghebrit annonce la réforme du système d'évaluation

L'école s'est transformée en «machine à bachotage». Une situation inacceptable pour la ministre de l'Education qui annonce une révision du système d'évaluation. Le contrôle continu, introduit dans le cadre de la réforme, a été dévoyé de son objectif initial. Il faudra cependant attendre la rentrée 2016-2017 pour connaître les résultats de la réflexion engagée.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Refusant d'évoquer un «échec» de la réforme, la ministre de l'Education reconnaît néanmoins que plusieurs objectifs de cette dernière n'ont pas été atteints et nécessitent des rectificatifs. Sur le terrain, les résultats escomptés n'ont pas été réalisés pour plusieurs raisons. Plutôt que de devenir un lieu où s'épanouissent les enfants, l'école est devenue, aux dires de Benghebrit, «une machine à bachotage».

Le contrôle continu, initialement introduit pour un meilleur suivi, a vite montré ses limites. Les enseignants sont engagés dans une course à l'évaluation au détriment de l'acte d'apprendre. En cause, selon Benghebrit, l'acte pédagogique qui n'a pas beaucoup changé et qui n'encourage nullement la créativité.

Les élèves sont réduits à restituer sans réfléchir le contenu des livres et ceux qui ne rentrent pas dans le moule peinent à obtenir de bonnes notes. C'est, selon Benghebrit, le résultat d'une mise en application d'une réforme sans préparation au préalable ni des enseignants ni des inspecteurs.

Pour mettre un terme à cette situation, la ministre de l'Education plaide pour le recours aux résolutions des problèmes. Pour y arriver, le ministère a entamé la réécriture des programmes, la révision du processus scolaire mais également celle du

contenu des livres scolaires. Il faudra cependant attendre la rentrée scolaire 2016-2017 pour connaître les résultats de la réflexion à ce sujet. Invitée du forum de la radio, la ministre de l'Education a été interpellée au sujet de l'impact de la chute des prix du pétrole sur son secteur.

Benghebrit affirme que les concours de recrutement auront bien lieu au mois de mars et que les mesures annoncées par le Premier ministre ne concernent pas son secteur.

Cela n'empêche pas, dit-elle, son secteur d'adopter le principe de rationalisation du budget dans un secteur où, dit-elle, beaucoup de dépenses sont «inutiles».

Actualité oblige, Benghebrit a évoqué le front social estimant que le premier trimestre s'était passé dans des conditions

plutôt acceptables avec pas plus d'une à deux semaines de retard dans certains lycées.

La ministre a évoqué les nombreuses rencontres avec les syndicats qui, à quelques rares exceptions, n'ont pas eu recours à la grève en dépit des revendications posées. Pour Benghebrit, l'heure est à la mise en application des revendications arrachées à hauteur de 95%.

Les 5% restants demandent un peu plus de temps même si la ministre dénonce «l'intox» qui, souvent, perturbe le bon déroulement de l'année scolaire.

En comparant la situation des enseignants entre 2008 et 2014, la ministre estime que beaucoup d'améliorations ont été enregistrées sur le plan social.

N. I.



Photo : NewPress

Benghebrit déplore le manque de créativité.

À QUELQUES JOURS DU 12^e CONGRÈS

Sit-in de protestation devant le siège de l'UGTA

Ils étaient près d'une cinquantaine de personnes à répondre à l'appel des animateurs du Comité national de réappropriation et de sauvegarde de l'UGTA (CNRS) et de la Coordination des ex-membres de la Commission exécutive nationale (CEN) à observer un sit-in de protestation devant le siège de la Centrale syndicale. Or, à leur grande surprise, les protestataires n'ont pu accéder à l'intérieur de la Centrale syndicale du fait que le portail d'entrée était fermé tôt le matin.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est sous une pluie battante que les protestataires, venus notamment de Djelfa et de Tiaret, renforcés par la présence de quelques membres de la CEN, dont Ali Merabet qui est par ailleurs membre du bureau politique du FLN, et Sâad,

député de la même formation ont exprimé leur colère à l'égard de la direction sortante de l'UGTA. Parmi les présents également, le porte-parole du Comité national de réappropriation et de sauvegarde de l'UGTA (CNRS), l'actuel secrétaire général de la fédération des douanes mais en désaccord avec la direction de l'UGTA, M. Cheurafa, l'ex-secrétaire général du syndicat d'entreprise d'Air Algérie, M. Bali et l'ex-secrétaire général de l'Union de wilaya de Jijel.

Les protestataires qui se sont vu interdire l'accès à l'intérieur de l'enceinte de la Centrale syndicale ont exprimé leur colère de «voir les responsables de la Centrale syndicale se comporter d'une manière totalitaire à l'égard des syndicalistes et des travailleurs, qui ne demandent que la restitution de l'UGTA aux véritables représentants des travailleurs». C'est le cas d'Ali Merabet, l'ex-membre du secrétariat national de l'UGTA qui avait la charge du dossier de la Fonction publique. Ce dernier a dressé un véritable réquisitoire à l'endroit de la direction sortan-

te de l'UGTA. «Nous refusons de cautionner une mascarade. Nous sommes plus de 120 membres de la CEN qui sont exclus de ce 12^e congrès. La démarche initiée par la direction sortante est synonyme de terrorisme syndical. On ne va pas se taire. On fera tout pour faire valoir nos droits et la légitimité organique de notre organisation», s'est exclamé Ali Merabet. Et d'ajouter : «Comment se fait-il qu'en notre qualité de membres de la Commission exécutive nationale on nous refuse de prendre part à ce congrès ? C'est grave ce qui se passe au sein de l'UGTA. Et nous imputons la responsabilité de cette situation à toutes les institutions de la République.»

Pour rappel, le 12^e congrès national de l'UGTA se tiendra durant trois jours, les 4, 5 et 6 janvier prochain. Lors des quatre pré-congrès tenus récemment à l'est, au sud, à l'ouest et au centre du pays, le secrétaire général sortant Abdelmadjid Sidi Saïda était plébiscité pour un nouveau mandat à la tête de l'UGTA.

A. B.

AFFAIRE DES SEPT PRÉSUMÉS
TERRORISTES DU GIALe procès renvoyé
à la prochaine session
criminelle

Le procès de sept présumés terroristes, impliqués dans des assassinats, attentats à la bombe dans des lieux publics, enlèvement et viols commis depuis 1997 à Alger a été reporté à la prochaine session criminelle. Ouvert hier, au tribunal criminel d'Alger, le procès a été reporté en raison de «l'absence de l'avocat de l'un des accusés». Selon l'arrêt de renvoi du dossier, les accusés doivent répondre des chefs d'accusation de «création d'un groupe terroriste armé, de massacres avec pose de bombes dans des lieux publics provoquant des morts et des blessés, assassinats, enlèvement et viols, détention d'armes, et faux et usage de faux». Affiliés au groupe islamique armé (GIA), les sept terroristes activaient dans la capitale et sa périphérie. Parmi les accusés figure le dénommé H. K., à l'origine également du démantèlement d'une cellule du GIA à Alger, selon la même source. L'affaire remonte à 1997 lorsque l'accusé, H. K., a été chargé par le GIA de poser une bombe artisanale à la gare ferroviaire de Gué-de-Constantine à Alger. En lui explosant entre les mains, l'engin le rend aveugle. Un handicap qui ne l'a pourtant pas empêché de continuer à être un élément de soutien et d'appui pour ce groupe terroriste. H. K. s'est ainsi chargé d'obtenir des renseignements et de transporter des terroristes pour commettre des attentats à Alger. Ce n'est que lorsqu'il a été chargé de commettre un attentat suicide à la ceinture explosive, qu'il a décidé d'informer les forces de sécurité sur les activités de ce groupe terroriste. Il a également informé les forces de sécurité des caches des groupes terroristes, permettant ainsi l'arrestation de plusieurs personnes et la récupération d'armes et de munitions de guerre.

R. N.

LA CRISE S'ENLISE À L'APW DE BEJAÏA

Le FFS adopte le BP 2015 en l'absence
du wali et des élus de l'opposition

La situation ne s'améliore toujours pas au sein de l'Assemblée élue de la wilaya de Béjaïa. Pire encore, la crise qui secoue l'Assemblée depuis quelque temps ne cesse visiblement de s'enliser.

Suite au blocage des deux précédentes réunions par l'opposition, la session extraordinaire convoquée par le wali, M. Hamou-Ahmed Touhami, pour l'examen et l'adoption du budget primitif 2015, observée dimanche dans une totale cacophonie qui s'est finalement terminée en queue de poisson avant d'être reportée pour la journée d'hier par le tribunal administratif saisi en référé par les adversaires du FFS vient de connaître un nouveau coup de théâtre. Devant le coup de force du bloc FFS pour la tenue de la réunion après avoir réussi à recomposer sa majorité grâce au ralliement d'un autre élu du RND, l'opposition déterminée à annuler la session a saisi le tribunal administratif en référé, pour cause de quorum reprochant au président de la séance, Ali Rabhi ayant remplacé le président Mohamed Bettache, «absent pour affaire personnelle», a-t-il justifié, la «violation de l'article 11 de la loi 12-07 du 21 février 2012 relative à la wilaya». L'article 11 en question stipule que «l'Assemblée populaire de wilaya ne délibère valablement qu'en présence de la majorité absolue de ses membres en exercice. Le quorum est requis après une première convocation de l'assemblée. La majorité est réputée atteinte lorsque plus de la moitié des membres

de l'assemblée en exercice sont présents effectivement. Les mandats donnés par les membres de l'assemblée absents à leurs collègues ne sont pas à prendre en compte pour le calcul du quorum. Le retrait d'un membre de la séance n'affecte pas le quorum».

Pour les 21 élus de l'opposition, les trois procurations comptabilisées par le FFS pour réunir une majorité (22 sur les 43 que compte l'APW) et obtenir ainsi un quorum pour la tenue de la réunion constitue une violation de la loi relative au fonctionnement de l'APW. La session se transforme ensuite durant toute la journée en un «véritable carnaval fi dechra» marqué par des échanges «d'amabilité», loin d'honorer leur mission «de représentants d'élus du peuple» déplorent de nombreux citoyens observateurs présents.

La situation s'est davantage envenimée avec la présence d'un huissier de justice, chargé de transmettre la première décision du tribunal administratif saisi en référé par l'opposition en vue de signifier la suspension de la session en attendant le verdict final annoncé pour hier. Un verdict qui sera, une nouvelle fois, reporté pour aujourd'hui mardi. Mais c'est sans compter sur la détermination du bloc FFS pour tenir leur session. C'est ainsi que dans la journée d'hier, prenant à contre-pied ses adversaires en l'occurrence les élus du FLN, du RCD, du Forum socialiste et un élu du RND, le groupe FFS a repris les travaux de ladite session pour adopter le budget primitif 2015. Une session observée en l'absence des élus de l'opposition et du wali. Il reste toutefois à connaître quelle sera la

position de l'administration devant cette nouvelle situation inédite dans les annales de l'histoire de cette assemblée plurielle à Béjaïa.

L'administration entérinera-t-elle la décision du bloc FFS. Le wali a annoncé, lors de la session de dimanche, que devant cette situation de blocage et pour faire adopter le budget primitif 2015 de la wilaya de Béjaïa, il envisage de le transmettre au ministère de l'Intérieur conformément à la loi. Le ministère de l'Intérieur aura ainsi la mission de l'approuver si les deux parties persistent dans le blocage de son examen et son approbation. Dans une déclaration, le groupe FFS a violemment dénoncé la sortie spectaculaire des élus du FLN, du RCD, et du FS. «A notre grande surprise, nous nous sommes retrouvés devant une bande d'élus se proclamant du FLN, du RCD, et les deux radiés du FFS, venus une fois de plus bloquer toute initiative allant dans le sens de l'ordre du jour. Enragés qu'ils étaient, minoritaires, ils voulaient imposer par la violence ce qu'ils n'ont pas pu arracher démocratiquement face au groupe majoritaire du FFS. Ne reconnaissant aucune loi, dépassant toutes les limites de la décence et toute honte bue, ils n'ont pas hésité à utiliser la force et des intimidations pour empêcher le déroulement normal de cette session. Nous avons assisté à des pratiques relevant du gangstérisme avec des barbouzes, sans foi ni loi», écrit le groupe FFS dans son communiqué, en accusant ouvertement le wali, Hamou-Ahmed Touhami, d'avoir «cautionné cette manière d'agir».

A. Kersani